



Tous en grève le 22 mars !

**On ne peut pas faire plus simple
comme slogan !!**

**Pourtant derrière ces quelques mots,
il y a la destruction du service public
et de la DGFIP à anéantir !!**

Sous prétexte d'économies budgétaires pour la réduction de la dette publique, nos supers penseurs ont imaginé un super programme CAP 22 en plus des innombrables réformes déjà proposées :

Pour la Gestion Publique Locale :

- * la création d'agences comptables dans les collectivités locales,
- * la fusion des SFACT (services facturiers) et des CSP c'est à dire la fin de la séparation de l'ordonnateur et du comptable,
- * la généralisation des SFACT dans la sphère territoriale,

Pour les SIP :

- * la fin de la Taxe d'habitation
- * la mise en place du Prélèvement A la Source (PAS),
- * la centralisation du recouvrement tant de l'impôt que des cotisations sociales par un seul opérateur qui pourrait être l'URSSAF, c'est à dire, disparition du recouvrement de l'IR
- * l'obligation de télé-déclarer et de payer en ligne
- * la création d'un serveur Iliad National,
- * le développement des Centres de Contacts (CDC)

Pour les SPF :

- * but affiché : 1 SPFE par département
- * 100 % Téléactes
- * le dispositif « Accès des notaires au fichier immobilier » = perte d'une partie des missions transférée au privé
- * Rentabiliser l'activité des SPF.

Pour les SIE :

- * Relation de plus en plus virtuelle entre l'usager professionnel et les services de la DGFIP.
- * Organisation du travail de plus en plus axée autour d'une approche de masse à partir de listings avec à la clé une automatisation des tâches et une déshumanisation d'une grande partie du travail.
- * Perte de la vision d'ensemble du dossier fiscal des entreprises.
- * Fusion des services SIE notamment, avec une tendance lourde vers la création de « mégastructures inhumaines » tant pour les agents que pour les usagers.
- * Multiplication des mesures de simplifications qui engendrent plus de complications que d'allègements de charges.
- * Mise en place chaotique de RSP forcé
- * Pannes informatiques et Bugs à répétition notamment autour de la CFE.

Pour la mission cadastrale :

- * l'absorption par l'IGN ne relève pas du fantasme syndical

Pour la mission informatique :

- * hausse des interventions par le privé,
- * mutualisation ministérielle voire interministérielle

Pour le contrôle fiscal :

- * Délais de plus en plus contraints pour les interventions « sur place »
- * réduction des intérêts de retard,
- * droit à l'erreur,
- * garantie fiscale,

Pour les directions :

- * Arrivée de Sirius qui pourrait devenir à moyen terme Inter-Fonction Publique
- * Mise en place effective au 1/01/2019 des 10 CSRH (Centre Services Ressources Humaines) et du SIA (Service d'information aux agents) qui vont engendrer une réorganisation sans précédent des services RH locaux.
- * Éloignement des interlocuteurs directionnels pour les agents de terrain notamment en matière RH.

Pour les services techniques

- * Projets de transferts de certaines missions de la DGFIP vers le privé
- * appel de plus en plus fréquent aux recrutements contractuels occasionnels.

Pour les agents :

- * Amplification de la rémunération au mérite,
- * Destruction des règles de gestion (Mutation /Evaluation)
- * Gel des possibilités de promotion interne.
- * Perte de repères et de sens du travail.
- * Dégradation des conditions de travail.
- * Recours massif aux contractuels en lieu et place des emplois de titulaires,
- * Mobilité forcée dans la Fonction Publique ou le privé avec plan de départ volontaire,
- * Disparition d'instances du dialogue social sur le modèle de la Loi travail.
- * Abandonner des pans entiers de missions en les déléguant ou les transférant au privé. Pour arriver aux 50 000 suppressions d'emplois dans la Fonction publique d'État, la DGFIP est prête à supprimer 4 500 à 5 000 emplois chaque année alors que de l'aveu même de très nombreux directeurs notre administration est déjà « à l'os ».
- * Remise en cause du maillage du réseau de la formation au regard de la montée en puissance d'e-formation et des projets de refonte des formations initiales et continues.
- * la réforme du dialogue social et du paritarisme : une défense collective et individuelle de vos intérêts complètement bafouée...
- * amélioration des carrières et des rémunérations avec en point d'orgue un recours accru au RIFSEEP (prime au mérite individuelle) qui supplanterait les augmentations collectives de revenus.
- * Recrutement dans la FP avec un recours accru au contrat... Qui par définition, n'ont pas le statut de fonctionnaires.
- * Sans vraiment l'afficher, mais cela sera sur la table : la décorrélation de la valeur du point selon les versants

Pour l'encadrement :

- * blocage des carrières administratives (mise en extinction du grade d'AGFIP de classe exceptionnelle, l'accès au grade d'AGFIP extrêmement difficile pour les AFIP, réduction continue des accès à AFIP, chute du taux de promotion à AFIPA, baisse des accès à IDIV HC),
- * blocage des carrières comptables,
- * arrêt des dispositifs de fin de carrière,
- * déréglementation des règles de gestion....

Le but de la DG est clair :

dégager des marges de manœuvre et réduire les travaux à faible valeur ajoutée. La notion même de service public disparaît encore un peu plus. Cela se traduira par moins d'agent(e)s, moins de postes, des conditions de travail plus dégradées.

Même si le contexte peut sembler oppressant dans la période, pour [Solidaires Finances Publiques](#) rien n'est inéluctable.

Nos revendications et notre engagement restent plus que jamais légitimes : Défendre nos missions, toutes nos missions c'est aussi défendre la proximité et la dimension humaine dans les liaisons et le traitement des situations individuelles !

Face à CAP 22, nous devons leur répondre :
CAP le 22, tous en grève !!

Toutes et tous, ensemble le 22 mars,
défendons nos missions, nos conditions de travail, les valeurs du service public !
Levons-nous pour construire un horizon meilleur, plus juste et plus solidaire !